



## Arrêté municipal d'octroi d'une autorisation de voirie

ARRÊTE N° 2025/78

Le Maire de la Commune de Maincy,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2 ;  
VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales ;  
VU le Code de la Voirie routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 141-2, R. 116-2 et R. 141-14 ;  
VU le Nouveau Code pénal, notamment ses articles 131-13 et R. 610-5 ;

VU la demande de la société ENEDIS, Direction Régionale Ile de France Est, base d'intervention de Savigny le Temple, 140 rue de l'Industrie 77176 SAVIGNY LE TEMPLE, reçue le 12 décembre 2025, pour le remplacement du tableau BT Poste ENEDIS, au 2 rue André le Nôtre à Maincy, le 16 JANVIER 2026.

CONSIDERANT que le bon déroulement de l'intervention et afin d'assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de fixer les conditions suivantes ;

### ARRÊTE :

Art. 1<sup>er</sup> - La société ENEDIS est autorisée à réaliser des travaux de remplacement d'un tableau BT Enedis au 2 rue André le Nôtre à Maincy le 16 JANVIER 2026.

Dans le cadre de ces travaux, des places de stationnement seront réservées suivant le plan ci-dessous :



**Art. 2** - Pour éviter les accidents, une signalisation réglementaire du chantier sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Elle sera mise en place et entretenue de jour comme de nuit par le pétitionnaire ou l'entreprise réalisant les travaux et sous leur responsabilité jusqu'à la remise en état des lieux.

**Art. 3** - La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé de délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la mise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Art. 4** - Le présent arrêté ne dispense pas de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

**Art. 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 6** - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune de MAINCY. Tous les agents de la force publique sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Melun
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de Melun
- Police Intercommunale
- SDIS de Vaux-le-Pénit
- ENEDIS

Maincy, le 16 décembre 2025

Le Maire, Alain PLAISANCE

